



ARRETE du 20 août 2025
Autorisant l'ouverture d'un
Etablissement recevant du public

BUREAU FRANCE SERVICES

Le Maire de Saint Thomas de Conac,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 122-5, R 162-12 et R 143-39 ;
Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 162-9 du code de la construction et de l'habitation ;
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
Vu l'arrêté préfectoral portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité ;
Vu l'avis favorable du 10 juin 2025 de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ;
Vu l'avis favorable du 22 mai 2025 de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

ARRETE

Article 1 : L'établissement France Services type W catégorie 5 sis 5 Place des Anciens Combattants est autorisé à ouvrir au public le 1^{er} septembre 2025.

Article 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Une ampliation sera transmise à :

- ✓ M. le préfet de la Charente-Maritime
- ✓ M. le commandant de la brigade de gendarmerie.

Fait à Saint Thomas de Conac, le 20 août 2025

Le Maire, Hughes SCIARD



TELETRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE

Sous le N° 017 - 211704101-20250820-20082025-AR

Accusé de Réception Préfecture

Reçu le : 20/08/2025